

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 12 juillet 2018

Le douze juillet deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 05 juillet 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Séverin BATFROI à M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND à Mme Gaëlle BUREL - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre SERRAILLIER à M. Amédée MATRAIRE - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - Mme Francette GIERCZAK à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Adrien PSILA à M. Michel VENDRA - Mme Véronique FERRAZZI à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Michel BARRIONUEVO - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	21
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures et 05 minutes, et constate que le quorum est atteint : 21 élus municipaux sont présents, et 11 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur M'Hamed BENHAROUGA a été désigné comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 14 juin 2018 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Le Maire informe l'assemblée que le projet de délibération n° 1 joint à la convocation, et dont l'objet est « DGS – Administration Générale - Avis du Conseil Municipal concernant la création d'une police métropolitaine de l'environnement », est retiré de l'ordre du jour, et son examen suspendu jusqu'à une prochaine séance, à la demande de Grenoble-Alpes Métropole. Cette question nécessite en effet des vérifications juridiques supplémentaires en cours à la métropole.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

1 - DGS – AFFAIRES JURIDIQUES - GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF AU MARCHÉ D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL EUROPÉEN DE PROTECTION DES DONNÉES DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE ET DES COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE.

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du Code général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés ;

VU la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;

VU l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT que Grenoble-Alpes Métropole et les communes de son territoire souhaitent se faire accompagner dans l'application du nouveau règlement européen relatif à la protection des données,

PRÉCISE que, dans cet objectif, en application de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, est proposée la constitution d'un groupement de commandes entre la Métropole et les communes de Bresson, Brié-et-Angonnes, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Domène, Eybens, Gières, Jarrie, La Tronche, Le Gua, Le Pont-de-Claix, Le Sappey-en-Chartreuse, Meylan, Mont-Saint-Martin, Murianette, Notre-Dame-de-Commiers, Noyarey, Poizat, Saint-Egrève, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Martin-Le-Vinoux, Saint-Pierre-de-Mésage, Sarcenas, Sassenage, Seyssins, Seyssinet-Pariset, Varcès-Allières-et-Risset, Vaulnaveys-Le-Haut, Veurey-Voroize, Vif, Vizille en vue de la passation, pour leurs besoins communs, d'un marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'application du règlement général européen de protection des données de Grenoble-Alpes Métropole et des communes de l'agglomération grenobloise.

Grenoble-Alpes Métropole sera désigné coordonnateur du groupement de commandes.

La commission d'appel d'offres du groupement sera la commission d'appel d'offres de Grenoble-Alpes Métropole.

PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

D'APPROUVER les termes de la convention constitutive du groupement de commandes relatif au marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'application du règlement général européen de protection des données,

D'AUTORISER le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes conclus entre Grenoble-Alpes Métropole et les communes de Bresson, Brié-et-Angonnes, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Domène, Eybens, Gières, Jarrie, La Tronche, Le Gua, Le Pont-de-Claix, Le Sappey-en-Chartreuse, Meylan, Mont-Saint-Martin, Murianette, Notre-Dame-de-Commiers, Noyarey, Poizat, Saint-Egrève, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Martin-Le-Vinoux, Saint-Pierre-de-Mésage, Sarcenas, Sassenage, Seyssins, Seyssinet-Pariset, Varcès-Allières-et-Risset, Vaulnaveys-Le-Haut, Veurey-Voroize, Vif, Vizille.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

2 - DGS - AFFAIRES JURIDIQUES - AVIS RELATIF AU PROJET DE SDAGV (SCHEMA DÉPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE) POUR LA PÉRIODE 2018-2024
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 1.III de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitation des gens du voyage

VU la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 ;

VU la délibération du Conseil Métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole en date du 06 juillet 2018 donnant un avis relatif au projet de SDAGV (Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage) pour la période 2018-2024 ;

CONSIDERANT qu'au titre des schémas départementaux 2002-2008 et 2010-2016, Grenoble-Alpes Métropole en lien avec les communes concernées, dont Sassenage, a réalisé une partie de ses obligations, notamment avec la réhabilitation d'un terrain familial situé rue du Bac et la création d'un terrain d'accueil chemin des Moironds. Ce dernier a été transformé, dès son ouverture, en terrain familial sous pilotage de Grenoble Alpes Métropole.

CONSIDERANT le projet de SDAGV (Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage) en Isère pour la période 2018-2024 présenté par le Préfet de l'Isère aux collectivités concernées en vue d'émettre un avis ;

CONSIDERANT notamment les préconisations suivantes du SDAGV :

- la préconisation de transformation des terrains sédentarisés en règle avec la réglementation relative aux différents risques (inondation) et celles du PLUi, en terrains familiaux ;
- L'engagement d'un traitement des situations d'ancrage territorial par la production d'un diagnostic social approfondi des ménages concernés afin d'aller vers des solutions d'habitat social, classique, adapté ou terrains familiaux.

EN CONSEQUENCE, la Ville de Sassenage émet une réserve quant à la destination des deux terrains sédentarisés situés sur son territoire, demande à être intégrée dans l'étude sociale et à pouvoir émettre un avis conforme sur la décision de conserver en l'état ces terrains ou les transformer en terrain d'accueil.

PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DE DONNER un avis favorable sur le projet de SDAGV (Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage) en Isère pour la période 2018 à 2024, avec une réserve quant à la destination future des deux terrains situés sur son territoire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DONNER un avis favorable sur le projet de SDAGV (Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage) en Isère pour la période 2018 à 2024, avec une réserve quant à la destination future des deux terrains situés sur son territoire.

3 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – ASTREINTES

Jérôme MERLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1994 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 2- janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions,

VU la délibération municipale n°5 du 14 juin 2017 relative au régime des astreintes municipales de Sassenage ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 11 juillet 2018,

CONSIDERANT qu'afin d'assurer la continuité du service public et de pouvoir assurer des interventions à caractère exceptionnel,

INDIQUE qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer les modalités d'application des astreintes,

INDIQUE que la liste des emplois concernés est la suivante:

- Les responsables d'encadrement (techniciens, agents de maîtrise, adjoints techniques, puéricultrice)
- Les agents en charge de l'astreinte technique (adjoints techniques ou agents de maîtrise)
- Les agents en charge du déneigement (adjoints techniques ou agents de maîtrise)

INDIQUE que la rémunération des astreintes sera effectuée par référence au barème en vigueur.

INDIQUE que les crédits sont prévus annuellement sur le chapitre 012.

PROPOSE au Conseil Municipal,

DE mettre en place les astreintes d'exploitation, de sécurité et de décision

DE fixer la liste des emplois concernés

DE fixer les modalités de compensation telles que prévues au barème en vigueur

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

4 - DGS- SERVICE RESSOURCES HUMAINES CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 11 juillet 2018;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivant à compter du 1^{er} septembre 2018:

- Un poste d'agent social à temps complet
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet (28h12 mn /semaine)
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet (28h/semaine)
- Un poste d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet (12h/semaine)
- Un poste de rédacteur territorial à temps complet
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet (24h /semaine)

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants à compter du 1^{er} septembre 2018 :

- Un poste de Technicien principal 1^{ère} classe à temps complet
- Deux postes d'adjoint technique à temps complet
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet (30h 53 mn/ semaine)
- Un poste de chef de service de police municipale à temps complet
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet (23h 54 mn / semaine)
- Un poste d'adjoint technique principal 1^{ère} classe à temps complet

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

5- DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES - CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES RELATIVES AUX AVANCEMENTS DE GRADE
--

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 23 mars 2018 fixant les critères relatifs aux avancements de grade,

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 11 Juillet 2018 ;

CONSIDERANT les avancements de grade au titre de l'année 2018, sous réserve de l'avis favorable des commissions administratives paritaires compétentes ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants à compter du 1^{er} juillet 2018 :

Catégorie C

7 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe

1 poste à temps non complet (22h51 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe

1 poste à temps non complet (29h30 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe

12 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe

1 poste à temps non complet (24h50 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe

1 poste à temps non complet (32h19 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe

2 postes à temps complet d'agent de maîtrise principal

3 postes à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe

4 postes à temps complet d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'adjoint d'animation principal 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'adjoint du patrimoine principal 1^{ère} classe

8 postes à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe

Catégorie B

1 poste à temps complet de rédacteur principal de 2^{ème} classe

1 poste à temps complet de rédacteur principal de 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'assistant de conservation principal de 1^{ère} classe

1 poste à temps complet de technicien principal de 2^{ème} classe

Catégorie A

- 1 poste à temps complet d'attaché hors classe
- 1 poste à temps complet de puéricultrice hors classe

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants, liés aux créations de postes budgétaires citées ci-dessus :

Catégorie C

- 7 postes à temps complet d'adjoint technique
- 1 poste à temps non complet (22h51 mn/semaine) d'adjoint technique
- 1 poste à temps non complet (29h30 mn/semaine) d'adjoint technique
- 12 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (24h50 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (32h19 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- 3 postes à temps complet d'adjoint administratif
- 2 postes à temps complet d'agent de maîtrise
- 4 postes à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint du patrimoine principal 2^{ème} classe
- 8 postes à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe

Catégorie B

- 1 poste à temps complet de rédacteur
- 1 poste à temps complet de rédacteur principal 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'assistant de conservation principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet de technicien

Catégorie A

- 1 poste à temps complet d'attaché principal
- 1 poste à temps complet de puéricultrice de classe supérieure

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations et suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DÉCIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**6 - DGS - SERVICE FINANCES – DECISION MODIFICATIVE N°1 DE 2018
BUDGET PRINCIPAL**

M'Hamed BENHAROUGA,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 12 juillet 2018;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2018-01 ci-dessous, pour le budget principal :

FONCTIONNEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FIN/6811/ONV/01 CHAP 042 - Immobilisations corporelles	55 500 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 042	55 500 €	0 €
FIN/023/ONV/01 - CHAP 023 - Virement à la section d'investissement	-55 500 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 023	-55 500 €	0 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	0 €	0 €
INVESTISSEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FIN/021/ONV/01 CHAP 021 - Virement de la section de fonctionnement	0 €	-55 500 €
TOTAL CHAPITRE 021	0 €	-55 500 €
FIN/281534/ONV/01 CHAP 040 - Réseaux d'électrification	0 €	55 500 €
TOTAL CHAPITRE 040	0 €	55 500 €
BETVOI/2041512/VOIRIE/822 CHAP 204 - Subvention GFP de rattachement - Bâtiments et installations	-5 600 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 204	-5 600 €	0 €
BETVOI/2152/VOIRIE/822 CHAP 21 - Installations de voirie	5 600 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 21	5 600 €	0 €
TOTAL INVESTISSEMENT	0 €	0 €
TOTAL GENERAL	0 €	0 €

M. Michel BARRIONUEVO fait une remarque puis pose une question à laquelle M. Jérôme MERLE répond.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**7 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – PLACE DE L'EUROPE –
ADOPTION DU PRINCIPE DE DÉSAFFECTATION - DÉCLASSEMENT DU DOMAINE
PUBLIC ET AUTORISATION DONNÉE À LA SDH (SOCIÉTÉ DAUPHINOISE DE
L'HABITAT) DE DÉPOSER DES AUTORISATIONS D'URBANISME**

Christian COIGNÉ,

VU code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-29 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2141-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 31 juillet 2014 et du 30 janvier 2018 constatant la carence de la commune de Sassenage au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur les périodes triennales 2011-2013, 2014-2016 ;

VU le Plan local de l'Habitat pour la période 2017-2022 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 10 septembre 2015 sollicitant la mise en réserve foncière par l'EPFLD, au titre du volet « habitat et logement social » de la propriété constituée BC n°16 et BC n°17, sises au 27 avenue de Romans ;

CONSIDERANT qu'à l'issue d'un appel à projet mené par le Département en mars 2017, la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) et le gestionnaire ACPPA ont été retenus pour la réalisation d'une résidence autonomie de 70 logements (86 places) sur la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que l'assiette du projet d'ensemble est constituée par une réserve foncière communale, actuelle place publique de l'Europe, parcelle cadastrée section BC n°42, une partie du domaine public non cadastré d'une superficie totale d'environ 1694 m², mais également par les parcelles cadastrées section BC n°16 et n°17, sises au 27 avenue de Romans, propriétés de l'EPFLD ;

CONSIDERANT que pour mener à bien cette opération d'intérêt général, la commune de Sassenage envisage de céder la parcelle cadastrée section BC n°42 d'une superficie d'environ 1006 m², et une partie du domaine public non cadastré d'une contenance d'environ 688 m², sises lieu-dit les Glériates ;

CONSIDERANT qu'un document d'arpentage sera établi à cet effet ;

CONSIDERANT que le tènement, propriété communale, est constitué de l'actuelle place publique de l'Europe affectée à l'usage du public ;

CONSIDERANT que dans la mesure où le tènement, propriété communale, est destiné à être vendu, le Conseil municipal doit procéder préalablement à sa désaffectation et doit prononcer son déclassement afin de l'intégrer au domaine privé de la commune, et ce conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT que la SDH procède actuellement à la finalisation du montage opérationnel de ce projet, et qu'il convient de déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires avant que le tènement soit sorti du domaine public ;

CONSIDERANT que le dépôt d'une demande de permis de construire sur une dépendance du domaine public requiert un accord de principe du Conseil municipal consacrant le principe de la désaffectation et de déclassement ;

CONSIDERANT que dans l'attente de la finalisation du projet, il est proposé au Conseil municipal d'adopter le principe de la désaffectation et du déclassement du domaine public communal de ce tènement, étant précisé que la désaffectation et le déclassement définitifs ne pourront être effectifs qu'après la libération complète des lieux ;

CONSIDERANT qu'en vue d'optimiser les délais, il est proposé d'autoriser, dès à présent, la SDH ou son représentant à déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles communales cadastrées section BC n°42 et la partie du domaine public non cadastrée d'une superficie d'environ 1694 m² ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que cette opération contribue à répondre aux objectifs de production de logements sociaux assignés à la commune, et est inscrite au contrat de mixité sociale signé en 2017 et au Plan Local de l'Habitat sur la période 2017-2022 ;

PROPOSE au Conseil municipal :

Pour permettre la réalisation d'une résidence autonomie sur le tènement communal :

D'ADOPTER le principe de la désaffectation et du déclassement du domaine public communal de la parcelle BC n°42 et une partie du domaine public non cadastrée, en vue de l'aliénation à intervenir.

D'AUTORISER la SDH ou son représentant à déposer, dès à présent, toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires sur le tènement, propriété communale.

M. Michel BARRIONUEVO fait une remarque et une proposition à laquelle M. Christian COIGNÉ répond par la négative. M. Yannick BELLE fait une remarque à laquelle répond M. Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p style="text-align: center;">8 - DEAS – SERVICE SCOLAIRE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES DIFFÉRENTS TEMPS PÉRISCOLAIRES</p>
--

Gaëlle BUREL,

VU l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales,

VU le décret N° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,

VU l'autorisation de l'Inspection Académique de l'Isère en date du 27 avril 2018 pour mettre en place dès la rentrée scolaire 2018/2019 la semaine à 4 jours,

INDIQUE que le règlement intérieur pour l'ensemble des temps périscolaires de la Ville de Sassenage doit être modifié, suite principalement à la suppression des TAP (temps d'activité périscolaires) et au retour, à compter de septembre 2018, à la semaine de 4 jours,

SOULIGNE que ces modifications portent essentiellement sur des précisions à apporter concernant :

- l'étude du soir : les enseignants volontaires sont prioritaires pour assurer cette étude surveillée, mais en cas d'absence ou d'insuffisance du nombre d'enseignants volontaires, cette étude sera assurée par un personnel communal,
- les médicaments : les médicaments à administrer aux enfants par le personnel scolaire ne pourront l'être que sur le temps méridien, et à condition que les parents fournissent le médicament et l'ordonnance correspondante. Aucun autre soin ne peut être fait par le personnel scolaire (gouttes dans les yeux, suppositoires, pansements etc.)
- la restauration : l'accès à la restauration scolaire ne peut se faire que si l'enfant a été scolarisé le matin et enregistré sur les listes de présence de l'Education Nationale. Il est précisé que cela est valable en cas d'absence de l'enseignant, mais également en cas d'absence de l'enfant (rendez-vous médicaux par exemple).

PRECISE qu'il convient de remettre à jour le règlement des différents temps périscolaires en ôtant notamment les TAP et les transports scolaires qui n'ont plus lieu d'être.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE VALIDER ce nouveau règlement de fonctionnement qui prendra effet à la rentrée scolaire 2018-2019 et qui sera distribué à l'ensemble des parents lors des inscriptions aux différentes activités périscolaires. Le règlement sera signé par le ou les responsables légaux qui attesteront l'avoir lu et s'engageront à le suivre.

D'INFORMER de ce nouveau règlement l'ensemble des directeurs d'écoles, ainsi que l'ensemble des personnels affectés au service scolaire.

Mme Florence PARVY pose plusieurs questions auxquelles répond M. Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

Questions diverses :

Le groupe « Agir pour Sassenage » pose trois questions au Maire, qui y répond.

La séance est close à 20 heures et 10 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 13 juillet 2018

Le Maire

Christian COIGNÉ



Affichage le : 16 JUL. 2018

u° 50